ÉDITORIAL

Nous vous l'avions annoncé dans le dernier numéro, et c'est chose faite : une nouvelle formule de la revue, qui ne change pas de format, mais gagne en clarté et en vitalité. Dans son contenu, le dossier ne perd pas de son ampleur, mais il est encadré d'un entretien avec un théologien et d'une position sur un sujet d'actualité.

• Depuis plusieurs années, **Jacques ARNOULD** éclaire la controverse entre créationnistes et darwinistes, qui semblait réservée aux Etats-Unis, mais qui connaît un regain en France du fait de la montée de certaines lectures fondamentalistes de la Bible ou du Coran. La parution récente de son livre *Dieu versus Darwin. Les créationnistes vont-ils triompher de la science ?* nous a donné l'idée de l'interroger sur sa manière d'articuler théologie et science, dans son métier et sa réflexion.

• L'approche des élections présidentielles nous a conduit à proposer un dossier sur **l'engagement politique.** Il ne s'agissait pas d'entrer dans une analyse des programmes, mais de proposer quelques éléments d'une réflexion de fond.

En christianisme, l'on ne qualifie pas de la même façon la fonction et la dignité de la politique selon que l'on se rattache à une tradition augustinienne ou thomiste, par exemple. Un certain consensus se dégage néanmoins sur la distinction des ordres temporel et spirituel, plus ou moins claire dans son principe, mais qui peut aller jusqu'à la séparation, notamment en climat de République française.

Pourtant, comme le dit Pierre MANENT, « le politique et le religieux, surtout chrétien, sont (…) essentiellement liés par le souci de la chose commune et de la justice. On ne peut comprendre l'un et l'autre que si on ne les sépare pas. » (cf. *La raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*).

Dans l'article introductif de ce dossier, René RÉMOND montre bien l'importance de l'engagement social concret et quasi massif des chrétiens, notamment lorsque la place du pouvoir politique semble occupée par des laïcistes, ou lorsque le débat tente de récupérer le christianisme au profit d'un ordre social, ainsi que l'analyse Jacques PRÉVOTAT dans le cas de l'Action française, exemple parmi d'autres possibles.

Cette forme d'engagement au service du bien commun demeure aujourd'hui, qu'il s'agisse d'une certaine conception du travail et de l'entreprise, comme en rend compte Jean-Pierre GUILLON, ou qu'il s'agisse d'une prise en compte des exigences écologiques

et d'une conception durable du développement, comme l'analyse Jean Claude LAVIGNE, ou encore qu'il s'agisse de l'élargissement de la militance associative au profit du lointain, à l'heure de la mondialisation, comme le met en valeur Hugues PUEL.

Au-delà de cet engagement social, la question demeure pour les chrétiens de « réhabiliter la politique », selon l'expression utilisée par la commission sociale de l'épiscopat français en 1999, c'est-à-dire encore d'assumer leur citoyenneté, d'accepter des responsabilités, de s'impliquer dans le débat démocratique, sans l'idéologiser, comme l'expliquent Pierre-Yves MATERNE et Serge MAUCQ.

Cela suppose un travail de relecture critique de notre tradition théologico-politique, comme y invite et y aide de manière remarquable l'essai de Paul VALADIER sur la détresse du politique et la force du religieux. Cela suppose aussi, à l'horizon d'une fédération des nations européennes, d'inventer une nouvelle articulation entre politique et religieux, de sortir du mépris ou de la méfiance mutuels, de sortir du républicanisme comme de l'autoritarisme clérical, pour entrer dans une forme positive de collaboration, et inventer de nouvelles médiations au service de la société, comme l'indique Bernard BOURDIN.

Le respect mutuel entre politique et religion n'est pas si facile à discerner et à pratiquer pour les chrétiens. Quelques questions à ce sujet sont abordées dans notre dossier : en Amérique latine, comme nous le rappelle Ignace BERTEN, la théologie de la libération ne s'est-elle pas constituée face à des compromis de l'institution religieuse avec l'institution politique ? La mondialisation et la médiatisation des interventions du pape Jean-Paul II n'ont-elles pas manifesté surtout un rejet de l'autonomie moderne, comme l'estime Paul BLANQUART ? Les chrétiens ne réclament-ils pas du discours politique un ordre de véridiction qui ne peut être le sien, comme l'analyse Bruno LATOUR, dont la pensée est ici présentée par Emmanuel GRANDHAYE ?

Voilà donc quelques éléments de réflexion susceptibles de donner de la hauteur à nos conversations politiques…

• Non sans oublier certains enjeux très concrets des élections proches. La position s'arrête en effet sur **la question du mariage homosexuel**. Il n'est pas dans notre esprit de ramener le débat électoral à ce qui n'est qu'un aspect des programmes politiques, même si l'enjeu symbolique et sociétal de cette question est fort important. Il ne s'agit pas non plus de se contenter de rappeler des interdits, de faire une chasse aux sorcières pendant qu'il en est encore temps, mais de replacer la revendication des homosexuels dans le cadre plus large, plus profond, et bien antérieur, de l'évolution de nos représentations du mariage et de la filiation, de déceler autant que possible l'impensé de nos débats actuels.

Jean-Etienne LONG,
rédacteur